

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

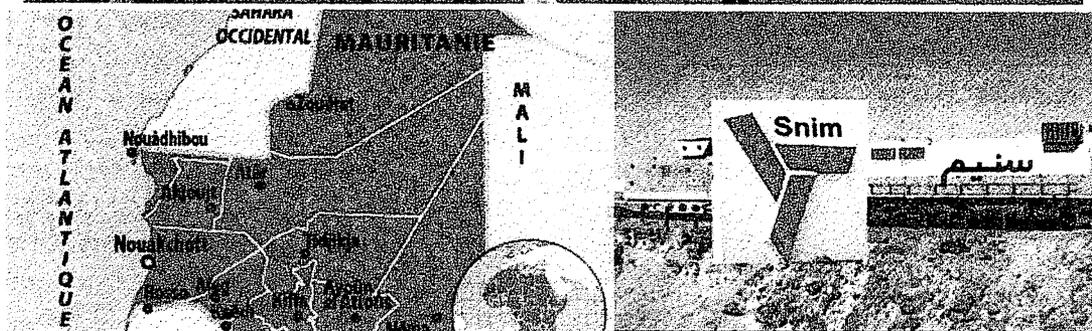
ISSN 0241 0494

Le 14 avril 2015

N° 411

PRIX : 0,60 Euro

MAURITANIE



**LES TRAVAILLEURS DE ZOUÉRATE
ONT UNE FOIS DE PLUS MONTRÉ LEUR FORCE**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Mauritanie : Les travailleurs de Zouérate ont une fois de plus montré leur force

Pages 3 et 4

Sénégal : La grève des enseignants continue

-De nouvelles hausses de prix qui s'abattent sur les populations pauvres

Page 5

Côte d'Ivoire : Face aux exploitants et au gouvernement à leur service, le seul langage qui vaille pour les travailleurs, c'est celui de la lutte

-Faso construction : une mobilisation payante (p. 7)

Page 8

Nigeria : Un nouveau galonné à la tête de l'Etat

Page 9

Tchad : Procès bidon pour juger les anciens collaborateurs de l'ex-Président Habré

Page 10

USA : Il y a 50 ans l'assassinat de Malcolm X

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet:
www.uatci.org

MAURITANIE

LES TRAVAILLEURS DE ZOUÉRATE ONT UNE FOIS DE PLUS MONTRÉ LEUR FORCE

Durant plus de deux mois (du 28 janvier au 3 avril), la SNIM (Société nationale industrielle et minière) a été paralysée par une grève générale. C'est la plus longue grève qu'ait connue cette société depuis sa création. Elle a été très largement suivie par l'ensemble des travailleurs de cette entreprise qui exploite les mines de fer de Zouérate et dont l'Etat mauritanien détient près de 80% du capital. Elle compte quelques 6.000 emplois directs, dont 4.500 à Zouérate. C'est le deuxième employeur du pays après l'Etat. C'est aussi la principale source de devises du pays avant les activités de la pêche et l'extraction du pétrole. Plus du quart du budget de l'Etat mauritanien provient des activités de la SNIM.

Ce qui a mis les travailleurs en grève, c'est le mépris avec lequel la direction de la SNIM a refusé d'appliquer un accord qu'elle avait pourtant signé en mai 2014 avec les syndicats des travailleurs pour un relèvement des salaires et des primes de rendement, entre autres. Elle croyait que les travailleurs resteraient sans réagir, mal lui en a pris. La colère a été telle que les ouvriers se sont mobilisés avec une vitesse et une force auxquelles la direction ne s'attendait probablement pas. Les grévistes ont affirmé haut et fort qu'ils étaient « prêts à aller jusqu'au bout », jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Dans un premier temps, la direction a voulu jouer aux gros bras en licenciant d'un seul coup 400 grévistes. Loin de mettre fin au mouvement, cette sanction n'a fait que renforcer la combativité des grévistes. Du coup, la réintégration de grévistes licenciés a été inscrite dans la plateforme revendicative.

Par la suite, la direction a joué sur le pourrissement de la grève et sur la démoralisation des grévistes, mais ceux-ci ont tenu bon malgré la fatigue et le manque d'argent. Grâce à leur solidarité et au soutien de leurs familles, ils ont tenu bon. Ils ont fait des marches et des rassemblements devant la mairie pour sensibiliser les habitants et pour faire pression sur les autorités politiques. Ils ont envoyé une délégation dans le port minéralier de Nouadhibou (là où est acheminé le minerai de fer par le chemin de fer partant de Zouérate). Les ouvriers du port ont alors rejoint le mouvement de grève. C'est alors seulement que le gouvernement, ayant eu peur que le mouvement n'atteigne d'autres catégories de travailleurs dans la capitale, a décidé d'intervenir pour obliger la direction de la SNIM à reprendre les négociations avec les délégations syndicales « sous 48 heures ».

Les travailleurs ont obtenu la réintégration des 400 grévistes et le paiement des deux mois de grève (un mois payé par l'Etat et l'autre par la SNIM sous forme « d'avance sur production »). Dès que le Président mauritanien a annoncé la reprise des négociations entre les représentants

des travailleurs et la direction de la SNIM, ce fut une explosion de joie parmi les travailleurs. Le lendemain, ils ont repris le travail la tête haute, mais ils ne sont pas près d'oublier que même quand la direction signe des engagements pour l'amélioration des salaires et des primes, elle ne les appliquera que si elle est contrainte par la mobilisation des travailleurs.

Ce n'est pas la première fois que les ouvriers de la mine de Zouérate se mettent en grève pour améliorer leurs conditions d'existence. Dès 1965 (à peine deux années après le remplissage du premier bateau minéralier partant vers la France) une grève avait éclaté contre l'inégalité de traitement en matière de salaire et de logement entre expatriés et locaux. Trois ans après, en mai 1968, une grève a paralysé la mine. L'armée mauritanienne est intervenue brutalement en faisant 8 morts et plusieurs blessés parmi les grévistes. Plusieurs autres mouvements ont eu lieu au cours des années 70 et 80 avec leurs lots d'arrestations et de licenciements.

Tous les dictateurs qui se sont succédé en Mauritanie depuis l'indépendance ont toujours

crain la contestation ouvrière de Zouérate du fait de l'importance de la mine pour les ressources financières de l'Etat mauritanien. Cette mine de fer est vitale pour les caisses de l'Etat mais aussi pour l'enrichissement personnel des dirigeants de ce pays. Elle a aussi été une source d'enrichissement pour les grandes familles de sidérurgistes de France avant de laisser la place à des importateurs de Chine.

Quant aux travailleurs sans qui aucun minerai de fer ne pourrait sortir de terre, ils sont contraints de travailler comme des forçats avec un salaire de misère et méprisés par la direction de la mine et les autorités politiques qui les chapeautent.

Par cette récente grève de grande ampleur, les travailleurs ont montré qu'ils constituent une force sociale importante capable de faire plier un gouvernement. A travers de tels mouvements, peut naître un noyau de militants ouvriers prenant conscience de la nécessité pour les exploités de s'organiser politiquement pour combattre le capitalisme et pour construire un monde débarrassé de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

SÉNÉGAL

LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS CONTINUE

Depuis le 11 mars les écoles et universités publiques du Sénégal sont paralysées par une grève des enseignants très largement suivie. Ils revendiquent depuis plusieurs années des augmentations de salaires et le paiement des primes de corrections des copies d'examens, entre autres. Mais, sous le pouvoir de Wade comme sous celui de son successeur Macky Sall, les ministres de tutelles ont toujours affiché un mépris total envers les revendications des enseignants. Tables rondes après tables rondes, les autorités politiques n'ont fait que des promesses sans lendemain.

Le gouvernement a voulu opposer les enseignants aux élèves et aux parents d'élèves. Mais cette tactique n'a pas fonctionné. Elle a au contraire mis la jeunesse scolaire et estudiantine dans la rue aux côtés de leurs enseignants. Les

parents d'élèves ont aussi largement soutenu les enseignants malgré la crainte d'une année blanche. Le gouvernement a ensuite misé sur la démobilisation des grévistes à l'occasion des congés de Pâques, mais ce fut une mauvaise surprise pour lui puisque dès la rentrée de Pâques, les enseignants ont déjà annoncé une grève de 72 heures renouvelable.

Le gouvernement est sourd devant la colère qui gronde, pas seulement parmi les enseignants mais parmi l'ensemble des petits salariés de l'Etat. Le personnel hospitalier, les employés de bureaux et bien d'autres travailleurs du secteur public souffrent aussi des bas salaires alors que la vie devient de plus en plus chère. Ensemble, ils constituent une force bien plus grande, capable de faire plier ce gouvernement qui ne veut rien entendre.

SÉNÉGAL

**DE NOUVELLES HAUSSES DE PRIX
QUI S'ABATTENT SUR LES POPULATIONS PAUVRES**

Soi-disant pour favoriser la consommation du riz local produit notamment en Casamance, le gouvernement sénégalais a décidé d'augmenter le prix du riz importé. C'est ainsi que le sac de 50 kilos de « riz parfumé » qui coûtait auparavant 13 500 F Cfa est passé à 16 500 F depuis le début avril. Le riz produit localement ne répond pas au goût de certaines personnes. Il est par exemple plus difficile à cuire et sèche trop vite.

Ces augmentations provoquent un mécontentement certain dans les quartiers populaires de Dakar, entre autres, car les familles des travailleurs qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts à cause des bas salaires et du chômage, sont soumises à des dépenses supplémentaires.

Le gouvernement n'a pas l'intention de reculer devant le mécontentement populaire. Mais si, à l'instar des enseignants des écoles et universités publiques qui paralysent le secteur de l'éducation depuis plusieurs semaines, les travailleurs et leurs familles des quartiers populaires se mobilisaient aussi pour défendre leur droit à une vie meilleure, le gouvernement y réfléchirait par deux fois avant d'annoncer des augmentations de prix des denrées de base.

Dans la même foulée, cette fois-ci sous prétexte d'évolution de prix sur le marché mondial, le gouvernement a aussi autorisé des hausses sur la bouteille de gaz de 9 kilos (modèle le plus utilisé dans le pays) dont le prix est passé de 3 700 à 4 500 F Cfa. Le litre d'huile produite localement est aussi passé de 1 100 à 1200 F Cfa.

MALI

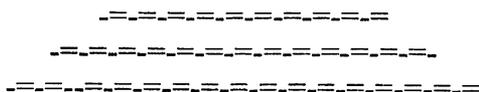
**UN PETIT GESTE QUI NE COÛTE RIEN
À L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS**

Lors de son dernier passage à Bamako à l'occasion d'une réunion des ministres de la zone franc, Michel Sapin (ministre français des Finances) a annoncé que l'Etat français a décidé d'annuler une partie de la « dette monétaire » de l'Etat malien, soit 64,8 millions d'euros (43 milliards de Francs Cfa).

Il s'agit d'une vieille dette qui remonte à 1984. Le Mali a probablement déjà remboursé plus du double ou du triple de cette dette à cause des intérêts qui s'ajoutent chaque année. Alors c'est un geste qui ne coûte pas cher à l'impérialisme français, d'autant plus que cet argent reviendra d'une manière ou d'une autre vers ce même impérialisme sous forme d'achats d'armes et autres matériels (comme des véhicules militaires). Une partie de l'argent ira directement dans les poches des dirigeants maliens.

Ce petit geste a été présenté comme un cadeau du gouvernement français à l'Etat malien *« pour lui permettre de lutter contre le terrorisme »* et pour *« satisfaire les impératifs de développement »*.

Quant à la population pauvre malienne, elle n'y verra que du vent.



CÔTE D'IVOIRE

**FACE AUX EXPLOITEURS ET AU GOUVERNEMENT
À LEUR SERVICE, LE SEUL LANGAGE QUI VAILLE POUR
LES TRAVAILLEURS, C'EST CELUI DE LA LUTTE !**

Les lycées et les universités sont perturbés par des mouvements de grève des enseignants depuis plusieurs mois. La mobilisation est allée toujours plus grande. Au mois de mars, une grève des agents hospitaliers s'y est ajoutée. Les travailleurs en grève avaient même bloqué les CHU d'Abidjan.

Au début, le gouvernement avait usé du bâton, en réprimant les uns et les autres et en arrêtant quelques enseignants. C'est ainsi qu'il comptait calmer les choses. Mais devant la cherté de la vie, le ras-le-bol est général. Tout le monde voit que de l'argent, le gouvernement en a, les riches en ont !

Finalement, craignant peut-être que ces mouvements encore éparses ne gagnent d'autres catégories de fonctionnaires, le gouvernement a fini par annoncer le déblocage des salaires dans la Fonction publique bloqués depuis 27 ans. Avec cette carotte, il veut arrêter la vague de mécontentement et désolidariser les autres fonctionnaires du corps enseignant qui n'a pas démobilisé malgré cette annonce. En effet, ils ont d'autres revendications catégorielles non satisfaites, notamment le paiement d'importants arriérés sur lequel le gouvernement ne s'est pas prononcé. Le bras de fer continue donc.

Le 8 avril, Kandia Camara, le ministre de l'Education nationale, a menacé le corps enseignant en déclarant que « *celui qui se mettra en grève assumera* » en ajoutant que les enseignants « *passent leur temps à revendiquer. Ils ont mené ces grèves de façon désastreuse* ».

Or, ce sont justement ces grèves « *désastreuses* » qui ont fait céder le gouvernement, après 27 ans de blocage des salaires ! Le gouvernement se comporte exactement comme les patrons d'entreprises qui

exploitent dans le secteur du bâtiment ou dans la zone industrielle de Yopougon : il ne comprend que le langage de la force ! Et en usant de la force contre les travailleurs en grève, il montre à la bourgeoisie qu'il est dans le même camp qu'eux, contre la classe des travailleurs.

Or, la situation des travailleurs dans le secteur privé est encore plus catastrophique que dans le secteur public. Ainsi, par exemple, cette semaine, les ouvriers de l'aciérie de Sotaci, dans la zone industrielle de Yopougon, étaient en grève. Ils dénoncent leurs bas salaires de 60.000 Fr à 64.000 Fr pour un travail de 12 heures ! C'est le même mécontentement que les 500 travailleurs de la mine d'Ity, dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire ont exprimé en bloquant la totalité de la mine depuis le 7 avril. Ils travaillent 24h/24h pour un salaire compris entre 60.000 et 125.000 Fr. Comme partout, ce sont les travailleurs qui extraient les richesses, ici de l'or, mais ce sont ceux qui les exploitent qui s'en mettent plein les coffres !

Dans le secteur du bâtiment aussi, les exemples ne manquent pas. En ce moment, même le ciment manque, tellement les affaires marchent pour les promoteurs immobiliers. Mais dans ce secteur les travailleurs n'ont même pas le minimum qui est la sécurité de l'emploi ! La situation est semblable dans la grande majorité des entreprises de la zone industrielle de Yopougon.

Pour que ça change, il faudrait que les petites étincelles que sont ces grèves ici et là se généralisent à l'ensemble du monde du travail et convergent de « façon désastreuse » (pour reprendre les mots de ce ministre) pour prendre les riches à la gorge. Il n'y a pas d'autre façon de se faire entendre par le gouvernement et par patronat !

CÔTE D'IVOIRE

**CE N'EST PAS A LA POPULATION
DE PAYER L'ASSURANCE MALADIE !**

L'enrôlement pour s'inscrire à la «*Couverture maladie universelle* » a commencé. Ouattara, Kablan Duncan et consorts s'y sont enrôlés à grand renfort de publicité.

Rappelons que le gouvernement veut taxer 1000 Fr par mois obligatoire pour chaque personne âgée de plus de 5 ans. Ce qui veut dire qu'une famille de 5 personnes paiera tous les mois la somme de 5000 Fr. Soit, 60.000 Fr par an qui est l'équivalent d'un mois de salaire pour un travailleur de la zone industrielle de Yopougon ou d'un travailleur du bâtiment. C'est du vol ! D'autant plus que les structures de santé, même quand il y en a, ce qui est effectivement le cas d'une grande ville comme Abidjan, sont largement insuffisantes et sont devenues des mouiroirs au fil des ans car elles sont dans un état de délabrement total. Mais pour les habitants de l'intérieur, même ce minimum fait souvent défaut.

Alors, le gouvernement, au lieu d'arranger ce qui existe et construire là où les structures sanitaires manquent, commence d'abord par taxer les pauvres. C'est en réalité la finalité de toute cette opération !

Un ministre d'Etat vient de déclarer qu'« *une population saine et bien portante permet*

de créer la croissance et l'émergence ». Kablan Duncan, de son côté a dit que « *plus l'on est en bonne santé, plus l'on produit* ». Mais les travailleurs du bâtiment ou de la zone industrielle de Yopougon savent d'expérience que quand leur production augmente, ce n'est pas eux qui empochent le surplus. Eux sans qui il n'y aurait pas production de richesses, la seule chose qu'ils récoltent, c'est de la fatigue et la mauvaise santé en plus ! Cette vérité-là, les gens du gouvernement la connaissent très bien. Kablan Duncan, en premier ! En plus d'être Premier ministre, il est un capitaliste, propriétaire d'une plantation de 2500 ha de cocoteraies avec le nombre d'ouvriers que cela représente et qu'il exploite vers Grand Lahou ! Les ministres, députés et autres maires ont d'ailleurs souvent des intérêts dans des entreprises capitalistes. Quand ce ne sont pas eux-mêmes qui les dirigent, ce sont les membres de leur famille. C'est dire que pour ces gens-là, ce n'est pas de la santé des travailleurs qu'ils se soucient en premier mais de la santé économique des exploiters de leur espèce !

Alors, la «*Couverture maladie universelle*», connue par son ancienne appellation d'« *Assurance maladie universelle* » (sous Gbagbo), c'est au gouvernement et aux capitalistes de la payer !

**ÉCOLE GRATUITE ET OBLIGATOIRE :
BEAUCOUP DE BRUIT POUR PEU D'ACTION**

Le conseil des ministres du début du mois d'avril a pris la décision de rendre l'école obligatoire et gratuite les années scolaires à venir pour les enfants âgés de 5 ans à 16 ans.

Cela ne date pas d'aujourd'hui. C'est le slogan de tous les gouvernements de parler de l'école gratuite et obligatoire ; de parler de l'éducation des filles au même titre que les garçons, etc. Mais la réalité est toute autre.

Pour parler de l'école gratuite et obligatoire, il faut construire des milliers de

classes au niveau du Primaire et du Secondaire, recruter plusieurs milliers d'enseignants. Il faut aussi des universités publiques pour accueillir ces élèves. Or, le gouvernement, à part des discours, n'a aucune intention d'investir autant de milliards dans l'école publique. Il a plutôt la préoccupation de faire des coupes dans les dépenses publiques comme le souhaite leurs mandants, le FMI, la Banque mondiale et autres institutions.

Autre chose qui montre que ce gouvernement se moque des pauvres avec ce discours vide est le fait qu'il détruit des quartiers entiers de pauvres.

Est-ce qu'il se soucie de ce que deviendront ces enfants qui sont ainsi jetés à la rue ?

CÔTE D'IVOIRE

FASO CONSTRUCTION : UNE MOBILISATION PAYANTE

Faso Construction est une entreprise du BTP, présente dans ce secteur depuis quelques années. Les travailleurs des deux chantiers situés à Cocody 7^{ème} et 8^{ème} tranche ont manifesté leur colère le jeudi 12 mars dernier. Cet arrêt de travail faisait suite à la non-satisfaction de leurs revendications rejetées en bloc par la direction. En effet, il y a presque un mois de cela, un groupe de travailleurs a essayé de porter à la connaissance de la Direction, une liste de revendications concernant l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Mais au lieu de chercher à répondre aux préoccupations des travailleurs, la direction a préféré brandir la menace de renvoi. C'est cette position de défiance qui a mis le feu aux poudres.

Les travailleurs, convaincus qu'ils ont raison et déterminés à aller jusqu'au bout de la lutte, ont érigé des barricades sur les deux voies d'accès au chantier les « mira-lys » à la 7^e tranche. Ils ont fait suspendre toutes activités aux autres groupes de travailleurs. La direction a voulu jouer à la division entre les travailleurs, séparant ceux qui veulent travailler de ceux qui sont en grève. Quand elle a vu que ceci ne marchait pas, elle a tenté de procéder par intimidation en faisant intervenir la police. Mais tout cela en vain, car ce mépris n'a fait que conforter les travailleurs qui ont radicalisé leur mouvement. Le directeur est venu sur les lieux pour tenter de décanter la situation. Les travailleurs de leur côté ont exigé la présence de leur syndicat avant toute discussion. Cette exigence a irrité le patron qui se croyait ainsi minimisé par les travailleurs. Mais vu la détermination de ces derniers à ne rien céder, c'est plutôt le patron qui a fini par céder. Une rencontre fut prévue ce même jour dans l'après midi entre ses collaborateurs et les travailleurs assistés de leur syndicat. Après cette première rencontre où il a été décidé de faire le rappel des heures supplémentaires et autres primes, en plus du congé et de la gratification, la direction décida de faire appel à l'Inspection du travail pour

trancher. Mais, au lieu de se rendre à l'Inspection, elle a demandé l'intervention d'un inspecteur qui fait déjà office de conseil juridique de l'entreprise. Malgré toute cette gymnastique, la direction, sous la pression des travailleurs qui menaçaient de reprendre la grève, a finalement cédé sur tous les points.

Mais pour se venger, elle a immédiatement mis fin aux contrats des travailleurs qu'elle a estimé bouillants. Les travailleurs de leur côté ont exigé leur solde de tout compte avant de quitter le chantier. La direction a baissé le ton, en demandant aux travailleurs de continuer à travailler jusqu'au 9 avril, date à laquelle elle compte pouvoir payer. Mais ces derniers ont refusé parce qu'ils ne veulent plus travailler avec l'ancien contrat sans une amélioration. Ils ont alors accepté d'attendre cette date pour la paie. Le mercredi 8 avril, soit un jour avant la date butoir, la direction a informé les travailleurs qu'elle est dans l'incapacité de payer leur dû, ce jeudi. Comme une trainée de poudre, les travailleurs se sont passés l'information et le jeudi très tôt, ils se sont rendus au chantier pour tout bloquer. Devant la mobilisation et la détermination des travailleurs licenciés et le mécontentement de ceux qui continuent de travailler, et qui attendent aussi leur salaire de fin du mois, la direction qui a pourtant dit être dans l'incapacité de trouver l'argent, a fait des « miracles ». L'argent est sorti. Ces indemnités ont finalement été payées aux travailleurs ce jeudi 9 avril. C'est tout content de leur victoire, obtenue avec la détermination en ne cédant rien à la direction, qu'ils se sont quittés.

Quant à la direction, elle n'est pas encore au bout de sa peine car ceux qui sont sur le chantier et qui sont encore plus nombreux que les premiers, s'organisent déjà pour la même cause.

CÔTE D'IVOIRE

LA JUSTICE DES RICHES

La presse a fait cas récemment d'un voleur de poule qui a été condamné à 11 mois de prison ferme, et une amende de 200.000 F. La justice sait se montrer intraitable lorsqu'il s'agit de petits délinquants.

Et pourtant, dans ce pays, des dignitaires de l'Etat se permettent au vu et au su de tout le monde de détourner des fonds publics qui devraient servir à construire des hôpitaux, des écoles et des universités. Des fonds qui devraient servir à des infrastructures utiles afin d'améliorer quelque peu la qualité de vie des populations. Eux, ils sont rarement inquiétés par la justice.

D'ailleurs, ils ne craignent même pas d'afficher leurs richesses mal acquises.

Dans cette société capitaliste, on condamne un voleur de poule, mais les capitalistes qui exploitent les travailleurs de mille manières ne sont pas poursuivis. Aucun juge ne va les condamner pour cela. Et quand les travailleurs se révoltent contre cette exploitation, ce sont eux qui sont sur le banc des accusés.

C'est ce qu'on appelle la justice de classe !

NIGERIA

UN NOUVEAU GALONNÉ À LA TÊTE DE L'ÉTAT

Au cours de l'élection présidentielle du 31 mars au Nigeria, le général Muhammadu Buhari a été déclaré vainqueur. Goodluck Jonathan a admis assez vite sa défaite sans contestation.



Nord-Nigeria : un bureau de vote organisé en plein air

Après l'élection du Président, ce fut celles des gouverneurs dans chacun des Etats qui constituent l'Etat fédéral du Nigéria. C'est le parti de Buhari, le Congrès progressiste (APC) qui a remporté 19 sièges de gouverneurs sur 29. Mis à part l'Etat pétrolier d'East River (dans le sud du pays) où il y a eu des morts lors de l'élection du gouverneur, ces élections n'ont pas engendré autant de violence que le craignaient les « observateurs », ce qui est vraiment rare dans la plupart des pays d'Afrique. Il faut croire que

les politiciens en concurrence pour des postes bien juteux ont préféré se plier aux résultats officiels même s'ils sont entachés de fraudes. Ils sont bien placés pour savoir que si une crise se déclenche, ils ne sont pas toujours gagnants. Il est plus facile et plus profitable en effet de rester parmi les privilégiés du système capitaliste que risquer de tout perdre. Ils peuvent toujours se représenter à une autre occasion.

Les dirigeants occidentaux, comme Hollande en France et Barak Obama aux États-Unis ont félicité ceux du Nigeria du bon déroulement des élections. Les grandes puissances n'ont rien à craindre, pour l'avenir de leur influence et de leurs intérêts dans ce « géant de l'Afrique », riche en pétrole.

Le général Buhari n'est pas un homme nouveau dans la vie politique du Nigéria. En 1966 il a participé à un coup d'Etat militaire avec le lieutenant-colonel Murtala. En mars 1976 il fut nommé ministre du pétrole et des ressources naturelles. Dans cette fonction il a détourné 2,8 millions de dollars, sans être sanctionné. Ensuite il a été candidat malheureux à la présidentielle d'avril 2003. Il s'est fait oublier pendant un certain temps. Et maintenant il réapparaît comme un homme nouveau. Il promet l'élimination des

djihadistes de Boko Haram dans le nord du pays, sa région natale. Il prétend aussi de lutter contre la corruption dans ce pays. Vu son passé de voleur, vu aussi la corruption généralisée qui règne dans les hautes sphères de l'appareil d'Etat, ce genre de promesse ne convaincra pas grand monde.

Dans tous les cas, les travailleurs et les paysans pauvres subiront la dictature et les conséquences sociales désastreuses du système capitaliste. Leur salut ne peut surgir que de leur volonté de créer leur propre organisation pour faire valoir leurs propres intérêts.

TCHAD

PROCÈS BIDON POUR JUGER LES ANCIENS COLLABORATEURS DE L'EX-PRÉSIDENT HISSEN HABRÉ

Idriss Deby est peut-être satisfait : le procès des anciens collaborateurs de l'ex-Président Habré qu'il a organisé dès décembre 2014 à Ndjaména est maintenant terminé. Des vingt-huit accusés jugés pour « assassinats, tortures, coups et blessures » ou pour des « actes barbares » contre des détenus, sept ont été condamnés à la réclusion à perpétuité ; les autres ont écopé des peines de prison, avec amendes pour certains.

dictateur Habré. Selon les chiffres officiels, 1.208 personnes ont été assassinées ou sont décédées en détention, 12.321 ont été victimes des tortures.

A vrai dire, le procès de Ndjaména fut celui des seconds couteaux. Les deux gros poissons, ceux-là mêmes qui devraient être jugés en tout premier sont libres de leurs mouvements : Deby, l'actuel chef de l'Etat, et son ancien bourreau de maître, Hissen Habré.

Le comble, c'est que le premier s'est érigé en justicier pour condamner ses anciens complices ; l'autre continue de couler des jours tranquilles à Dakar, où il a obtenu depuis 1990 l'asile politique doré, en compagnie de sa famille et de ses proches. Quant à son procès pour « crimes contre l'humanité » qui aurait pu avoir lieu à Dakar, il a été plusieurs fois reporté pour divers prétextes : manque d'argent ou que le Sénégal ne serait pas habilité à le juger, etc.



Les responsables de la DDS poursuivis par la Justice

Pour l'organisateur de ce procès, la justice est ainsi rendue. Peut-être aussi pour certaines personnes naïves ou des jeunes qui ne sont pas au courant de l'existence de la Direction de la Documentation et de la Sécurité (la fameuse DDS), police politique mise en place par l'ex-dictateur Habré pour arrêter et assassiner des opposants ou tous ceux qui contestaient son régime barbare. Mais certainement pas pour les parents ou amis des victimes qui savent fort bien le rôle joué par Deby dans les tueries et les tortures. En effet il fut le lieutenant, le bras armé et l'exécuteur des basses besognes de l'ex-

Dernièrement Habré a été « arrêté » par les autorités sénégalaises et mis en prison. Mais l'on sait que c'est dans une prison dorée. Finalement c'est l'Union Africaine qui s'est proposée de le juger à Dakar même. Mais on sait que l'UA est composée de dictateurs peu enclins à juger leur semblable, fut-il un dictateur déchu. Ils n'aimeraient pas qu'ils soient traînés à leur tour dans la boue après la fin de leur mandat ou par un coup d'Etat ou par un tout autre événement comme récemment à Ouagadougou où le dictateur Compaoré a été chassé par un mouvement de contestation populaire.

ETATS UNIS

**UNE RECRUESCENCE DE MEURTRES
RACISTES CONTRE LES NOIRS ?**

Le 4 avril dernier, en Caroline du sud (États-Unis), un policier blanc a abattu un homme noir à la suite d'une interpellation. Il a d'abord affirmé avoir agi en légitime défense mais la scène a été filmée et la vidéo montre que le policier a froidement tiré huit balles dans le dos de la victime qui s'enfuyait. Pour une fois le maire de la ville n'a pas pu faire autrement que d'inculper le policier.

Il y a quelques mois à Ferguson (Missouri) et à New-York, d'autres assassinats de Noirs par des policiers avaient entraîné des révoltes parmi la population.

Tous ces crimes racistes rappellent les années sombres où le Ku Klux Klan sévissait au Etats-Unis et les luttes que les Noirs américains ont dû mener pour mettre fin à la ségrégation raciale dans ce pays.

Nous reproduisons ci-dessous un article publié par nos camarades de Combat Ouvrier (qui militent en Guadeloupe et en Martinique) dans leur journal bimensuel du 28 février 2015, à l'occasion du 50ème anniversaire de la mort de Malcom X.

IL Y A 50 ANS, L'ASSASSINAT DE MALCOM X

A qui profite le crime ?

Malcom Little, prit le nom de Malcom X pour rompre avec son nom d'esclave emprunté à un maître. Il fut l'un des leaders noirs les plus connus et l'un des plus radicaux dans l'histoire des mouvements de lutte des Noirs pour les droits civiques et contre la ségrégation aux États-Unis. Subissant, comme tous les Noirs, le racisme et la ségrégation, Malcom X s'est opposé à la société américaine qui favorisait les discriminations, les injustices et les inégalités envers la population noire. Il fut assassiné le 21 février 1965, alors qu'il prononçait un discours lors d'une réunion publique, dans le quartier noir de Harlem. Qui a éliminé Malcom X ? On a

soupçonné ses anciens amis, les musulmans noirs (nommés Black muslims ou Nation de l'Islam) d'avoir commandité le meurtre. Il existe encore un flou sur les responsables de son assassinat. Cependant, on peut dire qu'il était surveillé de près par les services secrets américains dont le FBI (Bureau Fédéral d'Investigation). A cette époque, le directeur du FBI, Edgar Hoover, était un anticommuniste et un raciste notoire. Il se peut qu'il y ait eu une collaboration entre le FBI et les Black muslims pour éliminer Malcom X. Dans tous les cas, posons nous la question «*à qui profite le crime*» ? et la réponse est claire : il profite au pouvoir politique américain.

Une société minée par le racisme

Le racisme est une des expressions du système capitalisme et du colonialisme. Avant l'esclavage des Noirs, le racisme anti noir n'existait pas. Il a commencé à partir du moment où le capitalisme a eu besoin économiquement de soumettre les Noirs à l'esclavage et de le justifier en disant que les Noirs n'étaient pas des hommes. Après l'abolition de l'esclavage aux États-Unis et jusque dans les années 1960, le capitalisme s'est nourri du racisme et de la division qu'il entretenait entre les travailleurs Noirs et Blancs pour continuer à faire des profits. Pour cela, tout un système de ségrégation raciale a été mis en place. Les représentants politiques ont commencé



Malcom x prononçant un discours le 21 février 1965, jour de son assassinat

par mettre en place des lois pour interdire et limiter ou empêcher le droit de vote des Noirs. Ceux qui osaient s'opposer étaient lynchés, voire assassinés par les membres du Ku-Klux-Klan (KKK). Le KKK est une organisation d'extrême droite, raciste, qui prône la supériorité de la race blanche. Il veillait à ce que la ségrégation soit bien respectée. Aucun mélange des races n'était admis dans les écoles, les restaurants, les magasins, les toilettes, dans les quartiers et même dans les usines jusque dans les années 60 du vingtième siècle. Par exemple, dans les autobus urbains, les Noirs n'avaient le droit de s'installer qu'à l'arrière des bus, et les Blancs à l'avant. Quand tous les sièges à l'avant étaient pris, les Noirs assis au milieu du bus devaient céder leurs places aux Blancs. La plupart des Noirs vivaient dans des quartiers pauvres, dans des petites maisons délabrées, sans électricité.

Les raisons de l'engagement politique de Malcom X

La vie du jeune Malcom X ressemblait à celle que vivaient beaucoup de jeunes Noirs. Son père a été tué par une organisation de Blancs racistes. Puis, suite à la dégradation de la santé mentale de sa mère, il fut pris en charge par l'Assistance publique. Ensuite, une fois affranchi de ses tuteurs, il se retrouva dans le ghetto de Harlem, où il s'adonna à la drogue et sombra dans la délinquance. Il passa sept années en prison où il se cultiva. Et c'est en prison qu'il rencontra les Musulmans noirs. A sa sortie, il se convertit à l'Islam. Malcom X était révolté par la situation des Noirs. Il s'affirma comme un guide politique et un excellent orateur qui avait réussi à attirer les foules. Il organisa la branche d'auto-défense armée des Musulmans noirs. Puis, peu à peu, il prit ses distances avec eux.

Malcom X, de l'Islam noir américain à une vision anti impérialiste mondiale

La direction du mouvement profita d'un discours que Malcom X avait tenu après l'assassinat du Président Kennedy pour l'exclure de l'organisation. Malcom X devenait dangereux pour eux, car il s'éloignait des idées sectaires, racistes et simplistes de la Nation de l'Islam. Cette organisation prônait la supériorité de la race noire, et exigeait un État séparé des Blancs pour les Noirs américains. En réalité, la Nation de l'Islam était une organisation affairiste qui voulait avoir le monopole des activités économiques dans les ghettos et les quartiers

noirs, afin d'y faire des affaires. Actuellement, le représentant des Musulmans noirs Louis Farrakhan est devenu multimillionnaire en se servant des difficultés des Noirs dans ces quartiers pauvres où ils subissaient le racisme. Malcom X prit de plus en plus ses distances en affirmant ses désaccords. Il tint de plus en plus un langage révolutionnaire anticapitaliste et anti-impérialiste. Les deux voyages qu'il fit en Afrique en 1964 lui permirent de comprendre le mouvement de décolonisation sur ce continent. Il identifia la lutte des Noirs américains à celle des peuples africains qui voulaient se libérer des pays impérialistes. Il soutint que les Noirs des États-Unis avaient pour alliés tous les décolonisés du monde. Malcom X était aussi en désaccord avec Martin Luther King qui prônait la non-violence. Il a déclaré : *« en ce qui concerne la non-violence, il est criminel d'enseigner à un homme de ne pas se défendre quand il est la victime d'attaques brutales »*. Il a aussi dit : *« Je crois qu'il y aura un affrontement entre ceux qui veulent la liberté, la justice et l'égalité pour tout le monde et ceux qui veulent continuer les systèmes d'exploitation »*.

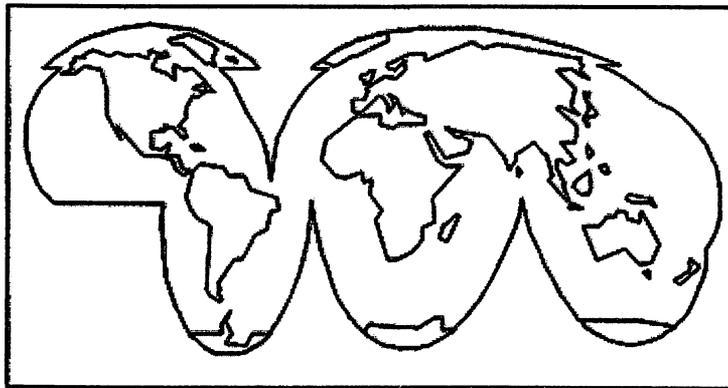
Les Noirs américains : une position particulière pour les révolutions à venir

Mais, le pouvoir n'a pas donné à Malcom X le temps d'approfondir ces idées et son action. L'État américain ne pouvait tolérer un tel dirigeant qui intervenait alors même que le mouvement de masse noir était en pleine ascension. Ce sont des millions de Noirs révoltés par le racisme et la ségrégation qui ébranlèrent à cette période le pouvoir américain. Des milliers manifestaient dans les rues. Dans les années soixante, il y a eu des centaines de révoltes dans plusieurs villes comme à Los Angeles, à Harlem, Rochester, Philadelphie, Cleveland, Chicago, Detroit etc. Malcom X, comme d'autres leaders des luttes des Noirs, représentait un danger potentiel pour l'État américain. C'est la raison pour laquelle Malcom X, Martin Luther King, puis plusieurs dirigeants des Black Panthers ont été éliminés par le pouvoir. Ces derniers, après Malcom X, militaient pour l'auto-défense armée des Noirs face à une police blanche raciste. Ils patrouillaient armés dans les ghettos pour se faire respecter. Tous ces militants devaient servir d'exemple pour tous ceux qui voulaient suivre cette voie. Les luttes pour la reconnaissance des droits civiques et pour mettre un terme à la

ségrégation ont porté quelques fruits. Elles ont permis à une couche petite bourgeoise noire d'émerger. Des Noirs ont réussi à avoir des postes dans les hautes fonctions politiques et administratives de l'État jusqu'à l'élection d'un président noir, Barack Obama. Mais son élection à la tête de l'État n'a pas mis fin au racisme, au chômage, à la pauvreté, à l'exclusion des Noirs. Ce sont surtout les Noirs qui sont les plus poursuivis par la justice. ~~40% de la population noire est en prison.~~ Ce sont eux aussi qui sont les plus visés par les balles des policiers. Il n'y a pas si longtemps, à Ferguson, la population noire s'est mobilisée contre l'assassinat raciste d'un jeune, perpétré par la police blanche. Depuis la

crise financière de 2008, les injustices, la répression policière, s'amplifient, et la situation des masses laborieuses, en particulier celle des Noirs, ne cesse de se dégrader. C'est le capitalisme qui est responsable de la misère, de l'oppression dans ce pays où parallèlement il y a le plus grand nombre de riches au monde. Les masses laborieuses noires reprendront le chemin des luttes, mais cette fois-ci pour leur émancipation, avec tous les autres travailleurs, blancs et latinos notamment pour le renversement de cette société capitaliste. Dans le pays le plus riche du monde, ce serait aussi un grand espoir pour l'émancipation des travailleurs du monde entier.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.